

REVOLUTION INTERNATIONALE



ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

le capital nous fait payer sa crise

UNE SEULE REPONSE : LA LUTTE



Avec la crise boursière qui ébranle le capitalisme mondial depuis plusieurs mois, c'est à une aggravation catastrophique de la situation économique dans tous les pays qu'on assiste aujourd'hui. La perspective d'une plongée de l'économie mondiale dans la plus grave récession du 20^{ème} siècle, en venant frapper le cœur même du capitalisme -les pays d'Europe occidentale- signifie que la bourgeoisie de ces pays va devoir encore rationaliser sa production, en réduire le coût, éliminer sans ambages tous les secteurs non productifs. En un mot, faire payer encore plus durement le prix de la crise de son système à toute la classe ouvrière.

Devant l'ampleur des attaques toujours plus massives et frontales qui vont s'abattre sur l'ensemble des conditions de vie ouvrière dans tous les secteurs, tous les pays, moins que jamais le prolétariat n'a aujourd'hui d'autre choix que de riposter, de développer ses combats au niveau requis par la brutalité de cette nouvelle offensive capitaliste.

Toutes les expériences de luttes qui, ces deux dernières années, ont secoué tous les pays d'Europe occidentale, montrent que la classe ouvrière de ces pays, par sa détermination à refuser la misère et l'austérité croissantes, par sa tendance à rechercher l'unité dans la lutte, par sa confiance grandissante en ses propres forces, est capable aujourd'hui d'aller de l'avant, d'opposer un rapport de force en sa faveur contre tous les sacrifices que cherche à lui imposer l'Etat bourgeois.

Deux mois à peine après le "krach" boursier d'octobre 87 et ses premières conséquences immédiates sur les conditions de vie du prolétariat, on voit s'amorcer d'ores et déjà une nouvelle accélération des combats ouvriers qui se développent simultanément dans plusieurs pays : riposte massive des sidérurgistes de la Ruhr en Allemagne contre les licenciements, entrée en lutte de 42 000 travailleurs du secteur privé en Suède, grève des infirmières en Grande-Bretagne pour des revendications salariales... (cf. page 5).

Partout, ce sont les mêmes besoins, les mêmes tendances qui se manifestent : la recherche de la solidarité, de l'élargissement de la lutte. Partout les ouvriers prennent de plus en plus conscience que tous les secteurs sont aujourd'hui embarqués dans la même galère, que ceux qui ont le "privilege" d'avoir encore un emploi sont condamnés à la chute accélérée de leur pouvoir d'achat, à la surexploitation accrue, à la militarisation du travail et à la menace permanente de licenciement.

Cette nécessité de développer la lutte la plus large et la plus unie possible -comme le révèle les mouvements qui éclatent aujourd'hui dans plusieurs pays d'Europe occidentale- ne va épargner aucun secteur de la classe ouvrière et encore moins la classe ouvrière en France.

En effet, l'Etat français, de plus en plus pris à la gorge du fait de sa relative faiblesse économique par rapport à ses principaux partenaires européens, est aujourd'hui contraint d'attaquer impitoyablement l'ensemble des conditions de vie de tous les secteurs ouvriers simultanément. (Il va devoir, en particulier, liquider encore plus rapidement que les autres pays tous les secteurs non rentables -sidérurgie, mines, automobile...- et jeter sur le pavé une masse croissante d'ouvriers).

Ainsi, aux licenciements massifs dans le secteur privé, aux suppressions d'emplois dans le secteur public, vont venir s'ajouter des amputations répétées sur les salaires de même que la poursuite effrénée du démantèlement de la couverture sociale avec ses terribles conséquences non seulement pour les ouvriers au chômage et les retraités mais pour toute la classe ouvrière.

C'est pour cela que le prolétariat n'a rien à attendre des futures élections présidentielles. Quelle que soit la couleur du lapin qui sortira des urnes d'avril 88, ce sera la même politique d'austérité et de misère accrues qui sera appliquée.

Devant la perspective de telles attaques contre tous, il n'y a pas d'autre issue pour les ouvriers, en France comme dans tous les pays, que de

RESSERRER LES RANGS DANS LA LUTTE.

Riposter tous ensemble en allant chercher la solidarité des autres secteurs, ce n'est pas seulement une nécessité vitale aujourd'hui comme l'a clairement montré la grève des cheminots en décembre 86 qui, du fait de son repli sur elle-même, a fini par pourrir dans l'isolement et la défaite.

Riposter tous unis, c'est possible aujourd'hui. D'abord, parce qu'aucun secteur de la classe ouvrière n'est et ne sera plus épargné par la violence des attaques bourgeoises. Ensuite, et surtout, parce que les ouvriers -en France plus que dans la plupart des autres pays- ont déjà accumulé depuis des années toute une expérience de lutte au cours de laquelle ils ont vu les syndicats (et leur base "radicale") les mener d'échec en échec. Ils les ont vus manoeuvrer dans leur dos avec le gouvernement et le patronat; ils les ont vus saucissonner les luttes par usine, par secteur, par région et appeler ensuite à la reprise du travail sans avoir rien obtenu; ils les ont vus soutenir la politique anti-ouvrière du gouvernement PC-PS entre 81 et 84; ils les ont vus, enfin, condamner la grève à la SNCF à ses débuts -alors qu'elle pouvait s'élargir aux autres secteurs- pour appeler ensuite à l'extension de la défaite.

Aujourd'hui, la tendance croissante de la classe ouvrière à désertier l'encadrement syndical, à prendre elle-même en charge son propre combat, déblaye le terrain pour l'unification de ses luttes.

Plus que jamais, la gravité de la situation à laquelle se trouvent confrontés tous les ouvriers -qu'ils soient retraités, chômeurs ou actifs, du secteur public ou du secteur privé- doit les pousser à engager le combat sans hésitation aucune. Ils doivent prendre confiance en leurs propres forces, en leur capacité à s'unir dans et pour la lutte, à s'affronter efficacement à l'Etat capitaliste et à faire reculer la bourgeoisie.

Avril
(23/1/88)

RFA

LA NECESSITE D'UNIFIER LES LUTTES SE HEURTE A L'OBSTACLE SYNDICAL

☞ PAGE 5

SOMMAIRE

FRANCE	
-Assurance-chômage.....	p.2
-Ne votez pas, lutez.....	p.2
-Les syndicats contre les luttes.....	
-Grève à la Banque de France.....	
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE	
-Cours historique actuel....	
-Suède et Grande-Bretagne.	
-Tract révolutionnaire au M	
CRISE ECONOMIQUE.....	

ASSURANCE-CHOMAGE UN NOUVEAU TOUR DE VIS CONTRE LES OUVRIERS

Nous devrions être contents ! Tout ce beau monde, qui se nomme si bien "partenaires sociaux", patronat et syndicats, nous disent, avec des accents à décrocher des larmes, qu'ils oeuvrent, dans leurs ébats, pour la justice et la solidarité ! Les syndicats notamment nous ont dit qu'ils n'ont pas voulu accepter des compromissions (Antoine Faesch pour FO) ni n'importe quel accord (Jean Kaspar pour la CFDT). La CGT, elle, entend même se présenter à nous comme la Jeanne d'Arc immaculée et irréprochable : elle n'a pas signé l'accord !

Jugeons sur pièces, d'abord, cette nouvelle convention signée le mercredi 30 décembre 87 et qui doit courir, en principe, jusqu'au 31 décembre 89. Que réserve-t-elle aux ouvriers, actifs et chômeurs ?

- Une augmentation des prélèvements sur nos salaires, cela pour la solidarité (!), de 0,16 %, mais les entreprises paieront aussi, ceci pour la justice, 0,16% de charges supplémentaires. Or, depuis 10 ans, les charges sociales des ouvriers ont progressé 10 fois plus vite que celles des employeurs (étude faite pour la métallurgie de juillet 77 à juillet 87) !

- A la place de deux revalorisations annuelles -ler avril et ler octobre- il n'y aura plus qu'une revalorisation unique des prestations de chômage au ler octobre. Quand on sait que l'inflation, dans la suite du krach boursier et de la crise financière, va se développer, cela revient à une baisse camouflée du revenu des chômeurs.

- Pour le calcul de l'indemnisation des chômeurs entrant dans le régime de l'assurance chômage, désormais, suppression de la revalorisation du salaire de référence annuel. En clair, cela veut dire un nouveau calcul des rémunérations qui conduit à une nouvelle baisse pour ces derniers.

- Participation désormais des chômeurs sur leurs allocations au financement des points de retraite complémentaire, à hauteur de 1% de la partie proportionnelle de l'allocation de base.

En résumé : pour ceux qui ont encore un travail un impôt de plus, pour ceux qui sont au chômage, des allocations en moins. Voilà ce que sont la solidarité et la justice bourgeoises !

Pour remercier ses "partenaires sociaux" et pour les aider à faire passer la pilule, l'Etat promet, en contre partie, de maintenir l'effort budgétaire en faveur des stages pour les chômeurs de longue durée, (jusqu'à quand d'ailleurs ?), c'est à dire de poursuivre ce que Séguin appelle le "traitement social du chômage", dont le but est de

retarder les explosions de colère ; d'étendre les fameux PIL -programmes d'insertion locale- qui permettent de faire travailler des chômeurs réduits aux derniers degrés de la misère, pendant six mois ou 2 fois six mois, tout juste pour un peu plus de 2.000 F par mois (!) (le TUC adulte), et d'autres broutilles.

Nous dénonçons ces mesures ! En effet, le partage de la misère n'est pas la solidarité ! Notre solidarité de classe est de nous unir dans la lutte contre nos exploiters ! contre la misère qu'ils cherchent à nous imposer toujours plus. Alors que, à la suite du krach boursier et de l'aggravation de la crise qu'il annonce, la perspective devant nous est celle d'un accroissement gigantesque du chômage, cette nouvelle convention fait partie des attaques supplémentaires gérées et organisées conjointement par l'Etat, le patronat et les syndicats.

Rappelons nous quelques éléments des précédentes conventions et nous verrons que gauche ou droite, chaque fois, au fil de l'évolution et de l'aggravation de la crise du capitalisme décadent, nous assènent les mesures nécessaires à la défense de leur économie nationale, c'est à dire à la défense de leurs intérêts ; les syndicats, en bons rouages de l'Etat, étant chargés de faire passer ces mesures :

1979 : l'accord signé taille en pièces celui du 14 octobre 1974 qui prévoyait 90% du salaire précédent pendant un an aux licenciés "pour raison économique". Désormais, cette "allocation spéciale" devient dégressive, sous prétexte, déjà, de solidarité avec ceux dont le licenciement n'est pas reconnu comme étant économique et qui percevront alors 42% du salaire précédent plus une allocation d'alors 20 F par jour. Ce nouveau système est qualifié, par les "partenaires sociaux", d'"immense effort de solidarité". Tous les syndicats, y compris la CGT, signent cet accord qui signifie seulement un plus grand partage d'une misère plus grande. En 1979, c'est la droite qui est au gouvernement.

1984 : en janvier, une nouvelle convention est signée qui entre en vigueur en avril de la même année. L'ancienne "allocation spéciale" pour les licenciés pour raison économique n'est même plus maintenue dans son état dégressif mais est carrément supprimée. Désormais, en effet, il y a trop de licenciés pour raison économique. Pour préserver les intérêts de son économie nationale, l'Etat restreint les prestations. Même le droit à un an de formation payée par l'Assedic pour ces chômeurs est également supprimé. Désormais est instauré pour tous les chô-

meurs une seule allocation à 42% du salaire précédent accompagnée d'un petit supplément forfaitaire. De plus les durées d'indemnisation garantie diminuent. En 1984, c'est la gauche qui est au gouvernement et ce sont les ministres Beregovoy (PS) et Ralite (PC) qui sont, pour le gouvernement, le fer de lance de ces mesures que -après bien des tergiversations, pour avoir l'air sérieux et ne pas trop se griller aux yeux des ouvriers- tous les syndicats signent, y compris la CGT.

Des voix pourraient s'élever pour dire que "quand même" la CGT n'a pas signé les deux derniers accords de fin 85 et fin 87, sur l'assurance chômage. Défendrait-elle enfin les intérêts de la classe ouvrière ? Certes non ! Le passage au gouvernement de l'ensemble de la gauche -PS, PC- soutenue par l'ensemble des syndicats -FO, CFDT, CGT- a mis à nu leur vraie nature à tous et cela les gêne pour leur sale travail d'encadreurs des ouvriers, de saboteurs perfides de leurs luttes. C'est donc la bourgeoisie dans son ensemble qui doit faire face à cette situation et tenter de recréabiliser ce rempart, pour elle plus important encore que les autres, qu'est la CGT, à cause de l'emprise que cette dernière avait réussi à conserver pendant des années sur les ouvriers, attachée qu'elle est à un PC qui parvenait mieux que maintenant à faire croire qu'il incarnait les intérêts des ouvriers. Dans ce but, nos "partenaires" se partagent les tâches : les uns signent, la CGT, elle, ne signe plus. Mais c'est un piège !

Alors, quelques conclusions s'imposent :
1°- L'Etat et tous ses "partenaires sociaux", de droite ou de gauche, n'ont qu'un souci : défendre leur économie nationale, défendre leurs intérêts et pour cela, nous enfoncer toujours plus dans la misère. Dans ce travail, ils se donnent tous la main et se complètent.

2°- Au fil de l'aggravation de la crise, chaque convention est une attaque supplémentaire. De plus, suite au krach boursier et à la crise financière, dans les mois qui viennent, ces attaques et leur ampleur ne cesseront de s'accroître. Il est clair que désormais nous n'avons rien à attendre que des mesures et des conditions toujours pires !

Sachons le donc, une seule voie existe pour nous : lutter de plus en plus massivement et unis, actifs et chômeurs, au delà des corporations, pour la défense de nos intérêts.

AB

ELECTIONS

NE VOTEZ PAS, LUTTEZ !

A la veille des élections présidentielles, la bourgeoisie, toutes fractions confondues, se mobilise pour tenter de faire participer l'ensemble des "citoyens" aux élections. Mobilisation d'autant plus forte qu'elle sait l'indifférence croissante des ouvriers pour ce terrain-là et qui se concrétise par un taux d'abstention accru au fur et à mesure des consultations successives, notamment depuis le passage au pouvoir de la gauche, PS et PC en 1981.

En effet, les ouvriers n'ont pas oublié cette expérience avec son cortège de licenciements massifs (le nombre "officiel" de chômeurs a doublé en cinq ans de gouvernement de gauche), de pression sur les salaires, d'atteinte aux "acquis sociaux" déclarés jusque là intouchables par la gauche (lois sur la flexibilité du travail, augmentation des cadences de travail, réduction des budgets sociaux...). Ils n'ont pas oublié que c'est encore cette même gauche qui innovait une politique aujourd'hui passée dans les mœurs d'attaque à la protection sociale à travers les augmentations de cotisations sociales, la création du "forfait hospitalier"... Tout cela sans parler de l'augmentation des mesures répressives et la liste serait longue (voir RI 140 et 141 sur le bilan de la gauche).

Aujourd'hui les ouvriers ont acquis la certi-

tude que gauche et droite, c'est pareil. Aucun candidat, aucun parti n'exécutera autre chose que la seule politique de défense des intérêts de l'économie nationale, intérêts diamétralement opposés à ceux de la classe ouvrière. Plus que jamais cet objectif de la bourgeoisie passe par une exploitation accrue des travailleurs à tous les niveaux (conditions de travail, conditions de vie, chômage). La crise financière qui s'est établie depuis octobre dernier, avec la promesse de faillites, de chômage, de misère ne peut que confirmer cette sinistre perspective en même temps que la faillite totale de ce système : quelle que soit la fraction politique au pouvoir, les ouvriers vont devoir payer encore plus.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, à trois mois des élections, aucun parti, aucun candidat ne revendique de "programme social" alléchant. C'est à dessein qu'ils maintiennent un silence lourd de sens sur ce que tous s'apprennent à mettre en oeuvre au lendemain de cette consultation. Mais ce sera de toute façon pour défendre au mieux les intérêts du capital national en crise et donc de toute façon contre les ouvriers.

Les choses sont claires : pour les ouvriers, il n'y a pas de "choix" possible dans le jeu pourri auquel la bourgeoisie tente toujours de les faire

participer. C'est un jeu truqué d'avance : quel que soit le résultat des urnes, c'est toujours la bourgeoisie qui gagne les élections. Ce terrain est le sien, les ouvriers n'y ont aucune influence. Ils ont au contraire tout à y perdre, en risquant de se laisser détourner de leur propre terrain de lutte.

Mais les ouvriers ne peuvent pas davantage se laisser bernier par les assourdissants flonflons de la campagne électorale préalable. Celle-ci n'a pas d'autre destination que de les piéger en les ramenant lentement, insidieusement au terrain des urnes, au terrain de leur ennemi de classe. Elle n'a pas d'autre but que de détourner les ouvriers du seul terrain où ils sont à même de se défendre : celui de l'action véritable, de la lutte de classe sans merci contre les attaques incessantes qu'ils subissent, contre leurs exploiters, contre tous ceux qui, des syndicats aux gauchistes, font obstacle à leurs luttes.

Les ouvriers n'ont pas d'autre choix aujourd'hui que de s'employer à développer leur lutte collective économique et politique contre la bourgeoisie, hors du terrain électoral, dans les usines et dans la rue.

MO

REUNIONS PUBLIQUES

Sur le thème : Les élections sont le terrain de la bourgeoisie

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le 4.03 à 20h30, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

LILLE :

Réunion publique le 13.02 à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le 4.03 à 21h à Majo, impasse Métrol, Villeurbanne, Métro République.

Permanence le 22.03 à 18h au café "La Brioche" 6, rue de la Barre 2e-Métro Bellecour.

Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le 6.03 à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 11.03 à 21h au 205 rue Ste-Cécile, 13005.

Permanence le 17.02 de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.

NANTES :

Réunion publique le 13.02 à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).

Permanence les 5.02 et 4.03 à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le 13.02 de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le 20.02 à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

Permanence le 27.02 de 17h à 19h, même adresse que la RP.

ROUEN :

Réunion publique le 20.02 à 14h30 à la Halle aux Toiles.

SAINT-ETIENNE :

Réunion publique le 9.02 à 20h à la Maison pour Tous de Beaulieu, 28, rue Palle.

TOULOUSE :

Réunion publique le 26.02 à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).

Permanence les 5.02 et 4.03 à 18h30, même adresse que pour les RP.

Vente de la presse le 14.02 de 11h à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

TOURS :

Réunion publique le 20.02 à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

Vente de la presse les 6.02 et 5.03 de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

LES SYNDICATS: ARME PRINCIPALE DE LA BOURGEOISIE CONTRE LES LUTTES OUVRIERES

Aujourd'hui, les ouvriers tendent à se détourner de plus en plus des syndicats ; notamment dans les pays où la classe ouvrière est la plus concentrée et la plus expérimentée, en Europe occidentale, la méfiance, la désaffection et même le rejet ouvert vis-à-vis des syndicats sont manifestes. En France, où seulement 15% des salariés sont affiliés à un syndicat, les élections prud'homales du 9 décembre dernier avec 50% d'abstention (et plus de 65% dans la principale concentration ouvrière, la région parisienne), l'ont pleinement confirmé (voir RI n°164). Les ouvriers ont raison de ne plus faire confiance aux syndicats. Mais en même temps, la classe ouvrière est poussée dans la pratique face aux nécessités actuelles présentes dans ses luttes à remettre plus profondément en cause le syndicalisme, à prendre de plus en plus conscience de sa fonction réelle d'entrave et de sa nature bourgeoise actuelle.

LE SYNDICALISME : UN BESOIN DE LA LUTTE AU SIECLE DERNIER...

Le syndicalisme est par nature lié au corporatisme. Ce corporatisme avait un sens au siècle dernier, dans le formidable essor de la "révolution industrielle" et dans la dynamique d'extension du capitalisme à l'échelle mondiale ; avec le développement gigantesque des forces productives, c'étaient des masses d'hommes et de femmes qui étaient arrachées à la terre ou à l'artisanat pour être prolétarisées, pour former les bataillons des ouvriers d'usine ou des mines. Le syndicalisme est né et s'est développé à partir du besoin élémentaire des ouvriers de se regrouper, de se coaliser, de s'associer pour organiser à un niveau immédiat la défense et la résistance des prolétaires face aux patrons et au capital. Son appartenance au mouvement ouvrier était indiscutable, il faisait partie du processus de formation et d'affirmation de la classe ouvrière, jouant un rôle majeur dans la prise de conscience de classe des ouvriers. Il en était l'expression la plus vivace et significative. C'est au prix de luttes héroïques et toujours très dures que ces coalitions, ces associations, se sont formées et imposées pour limiter l'exploitation capitaliste. Les syndicats, tout en se regroupant souvent en confédération nationale (comme la CGT en France), qui traduisait toute l'aspiration à une expression unitaire de la classe, se sont cependant structurés et organisés d'après le modèle de la tradition artisanale, sur la base de corps de métier ou de branches d'industrie (les trade-unions en Grande-Bretagne en sont encore l'expression la plus significative), axés sur la défense d'intérêts corporatistes et de combats locaux à mener face à des patrons privés. Mais le dénominateur commun et le fondement de ces luttes et de cette organisation de la classe était bien la capacité du capitalisme lui-même d'occulter des réformes, d'édicter des lois progressistes et des garanties pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. De ce fait, la lutte corporatiste des ou-

vriers dans les syndicats pouvait faire reculer la bourgeoisie.

Il n'en est plus ainsi aujourd'hui.

...UNE ENTRAVE MAJEURE POUR LA LUTTE AUJOURD'HUI

Depuis plus de 70 ans, la bourgeoisie s'avère incapable d'offrir une amélioration durable des conditions de vie des ouvriers. Sur le terrain économique, les augmentations de salaires courent plus ou moins derrière une "indexation" sur les hausses des prix ; dans les exceptionnels cas contraires (par exemple les "accords" Matignon en 36, de Grenelle en 68, signés avec les syndicats), l'inflation dévore et réduit à néant en très peu de temps la hausse du pouvoir d'achat. Toute "amélioration" du sort des ouvriers (les fameux "congés payés", le 13ème mois...) est compensée par une intensification de la productivité et de l'exploitation. Toute réduction du temps de travail est payée au prix d'une amputation plus lourde sur les salaires.

Il n'est plus possible pour les ouvriers de continuer à se battre pour des conquêtes, des réformes, devenues totalement illusoire. Il n'est plus possible pour les ouvriers de faire reculer la bourgeoisie dans le cadre du corporatisme. Ce corporatisme est devenu totalement caduc, à tous les niveaux : il ne peut ni correspondre à la défense des conditions de vie des ouvriers, ni satisfaire aux besoins de la lutte ouvrière. L'accentuation et l'accélération de la crise économique pousse au contraire de plus en plus d'ouvriers vers le chômage et la misère, les attaques de plus en plus frontales et massives de la bourgeoisie entraînent toute la classe dans une même dégradation accélérée des conditions de vie.

Le niveau de ces attaques qui frappent également toute la classe ouvrière, sans épargner aucun secteur, permettent l'actuel murissement des conditions à un niveau historique encore jamais atteint, pour une riposte la plus large, massive et unie possible : ce sont tous les ouvriers qui sont face aux mêmes attaques, aux mêmes menaces, qui peuvent se retrouver côte à côte, se rassembler, se regrouper autour des mêmes revendications. Cela n'est pas seulement possible mais nécessaire aujourd'hui où il n'est plus possible de faire reculer la bourgeoisie sans opposer à ses attaques des luttes massives et unies.

C'est de façon vitale que la classe ouvrière est confrontée au besoin de riposter ensemble, d'élargir et d'unifier ses luttes en dépassant les limites du corporatisme, en affirmant le caractère politique et révolutionnaire de ses revendications, en brisant l'enfermement dans l'atelier, l'usine, l'entreprise, le secteur. Elle est contrainte d'opposer le front de classe le plus large et uni possible au delà des divisions entretenues par toute la bourgeoisie, entre ouvriers en activité ou au chômage, entre travailleurs du secteur privé et travailleurs du secteur public, entre ouvriers "français" et immigrés... Un réel rapport de force ne

peut être imposé à la bourgeoisie que si, directement, la classe ouvrière se bat pour l'unification de ses luttes.

Cette nécessité est clairement démontrée par l'expérience en France de la grève des cheminots l'hiver dernier : l'enfermement corporatiste ne peut mener la lutte que dans une impasse et finalement à la défaite. L'isolement de la grève à la Banque de France (voir l'article ci-dessous) vient d'en apporter une nouvelle confirmation. Et c'est la même expérience que l'on retrouve partout : de la Grande-Bretagne avec la grève des mineurs en 84 et celle des imprimeurs en 86, jusqu'à l'Italie en 87 avec les huit mois de lutte du personnel de l'enseignement. Pour déboucher sur une autre issue que cette défaite, les luttes doivent absolument d'emblée briser le carcan corporatiste et s'étendre, s'élargir au delà du secteur.

A l'opposé de ces besoins, les syndicats n'ont jamais cessé dans leur pratique d'enfermer chaque ouvrier dans la défense de "son" atelier, de "son" usine, de "son" entreprise, de "sa" catégorie ou de "sa" profession. De ce fait ils constituent une entrave majeure pour les luttes ouvrières aujourd'hui. Mais ce n'est pas parce que "ils font mal leur travail", ou "par la faute des directions syndicales", comme les gauchistes essaient de le mettre en avant. Le corporatisme ne correspond pas seulement à une ornière pour la lutte, ni le syndicalisme à une simple inadéquation pour la classe ouvrière. Les syndicats n'ont plus rien à voir avec la défense des intérêts de la classe ouvrière.

LES SYNDICATS SONT DES ROUAGES ESSENTIELS DE L'ETAT CAPITALISTE

Le maintien du syndicalisme et de ses méthodes de lutte totalement caduques ne pouvaient conduire les syndicats qu'à leur intégration dans l'Etat, à leur passage avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie, dans les rangs de l'ennemi.

Mais cette intégration a été renforcée et accélérée par l'évolution même du capitalisme. La domination du capitalisme d'Etat en période de décadence a fait de ces organes à la fois des institutions maintenues, subventionnées, développées et renforcées par la bourgeoisie et l'instrument essentiel, le pilier central de l'Etat capitaliste chargé d'assurer le maintien indispensable de l'ordre social. Dans le mode de survie d'un système moribond qui ne peut plus asseoir sa domination que par une emprise totalitaire et un contrôle sur tous les aspects de la vie sociale, et notamment sur le rapport entre les classes, non seulement les syndicats sont devenus une courroie de transmission et un rouage de l'Etat, mais encore ils constituent son rouage le plus important, son arme principale, d'autant plus aujourd'hui dans la mesure où la bourgeoisie se trouve confrontée de façon centrale à la question sociale et au développement des luttes ouvrières.

(SUITE P.6)

LECONS DE LA GREVE A LA BANQUE DE FRANCE

POUR GAGNER, IL FAUT BRISER L'ISOLEMENT

La grève de la Banque de France qui s'est déroulée début décembre à Paris et dans la plupart des succursales de province, a montré que la situation en France dans les mois à venir ne sera pas dominée par la campagne électorale mais bien plutôt par les réactions ouvrières aux attaques portées par la bourgeoisie.

Cette grève n'a pas éclaté comme un orage dans un ciel serein ; elle est significative de l'importance de la montée du mécontentement ouvrier qui ne concerne pas que les prétendus "nantis" de la Banque de France, mais touche l'ensemble de la classe ouvrière.

Dans la même période que celle de la grève à la Banque de France, des conflits avaient lieu à la SNCF, dans la chimie industrielle, dans les mines, dans la sidérurgie, chez Dassault, dans les transports parisiens, etc.. La simultanéité de ces conflits ouvrait la possibilité de liens entre les ouvriers en grève, la possibilité de développer la solidarité active dans la lutte.

Dans une telle situation, les syndicats ont dû très rapidement se mobiliser à la tête du mouvement afin de le saboter de l'intérieur, afin de briser toute recherche d'ouverture réelle, toute possibilité d'extension au delà du secteur.

LE SABOTAGE SYNDICAL

Parti contre le licenciement de 88 ouvriers de l'imprimerie de Chamalières, où le personnel faisait depuis plusieurs mois grève tournante sur grève tournante, le mécontentement actif gagnait Paris fin novembre, puis la province, alors que des sanctions disciplinaires et salariales étaient annoncées par la direction de la Banque de France.

Le 1er décembre, des employés de Chamalières, de la banlieue parisienne et de province manifestaient leur détermination et leur volonté de regrouper leurs forces au sein du secteur, en venant à l'AG de l'agence à Paris. Devant le risque d'être

débordés, CGT, FO, CFDT, CFTC et autonomes formaient une intersyndicale faisant croire que "tous unis", eux syndicats, ils allaient défendre efficacement les intérêts des travailleurs.

Toute la perspective syndicale fut alors de renvoyer tout le monde chez soi, puisqu'ils étaient là, eux syndicats, mobilisés, organisés pour s'occuper de tout, isolant au maximum les succursales les unes des autres, isolant les ouvriers de Chamalières du reste du secteur, brisant la dynamique d'unité dans celui-ci. Et ils empêchaient toute extension géographique vers d'autres secteurs, jouant à fond sur le corporatisme existant dans le personnel.

Les syndicats "radicalisaient" alors le mouvement en particulier à Paris d'un côté, et à Chamalières de l'autre, chacun isolé dans son coin. Ici on empêchait le départ de camions pleins de billets neufs, et on continuait le ronron épuisant et démoralisant des grèves tournantes quotidiennes. A Paris, les syndicats provoquaient des actions défouloir "radicales" de blocage des comptoirs, d'occupation des locaux de la direction, du centre d'électronique, à l'intérieur de la banque, derrière des piquets de grève avec qui personne, et c'est le plus important, pas un ouvrier de l'extérieur, ne pouvait venir discuter puisqu'il fallait appartenir à la Banque de France pour y pénétrer. Epuisant la combativité, démoralisant le personnel en l'enfermant dans son lieu de travail, ou organisant des journées "Banque de France morte", comme le 8 décembre, et empêchant tout contact avec les grévistes, l'intersyndicale parachevait son travail de sape avec la séquestration de deux directeurs le 10 décembre, séquestration qui aboutissait à l'intervention des CRS où six grévistes étaient blessés.

Trois jours après, la grève cessait à Paris, après le baroud d'honneur des syndicats de "durcir" le mouvement face à la répression...qu'ils avaient

permise par leur sale travail, aucune revendication n'étant obtenue.

A Chamalières, c'est jusqu'au 12 janvier que les grèves tournantes continuaient, avec encore, à l'heure où nous écrivons le blocage des camions de billets, pour en définitive ne rien obtenir de la direction.

ETENDRE, ELARGIR LE MOUVEMENT : C'EST VITAL

Pour autant, les ouvriers ne sont plus dupes ; certains déclaraient : "A Paris, les syndicats nous assuraient de leur soutien. On en a rien à faire de ce soutien. Nous, on voulait quelque chose de plus partout en France" (cité par "Libération" du 12/01/88).

La méfiance par rapport aux syndicats qui s'exprime ici, la volonté d'élargir la lutte, n'ont pourtant pas été suffisantes pour permettre à celle-ci de se développer face à la bourgeoisie.

Etendre la lutte aux autres secteurs est une nécessité vitale. Toute lutte isolée dans un secteur, aussi radicale soit-elle au sein du secteur, comme l'a montré la grève à la Banque de France, et comme l'a montré encore plus fortement la grève de l'an dernier à la SNCF, où les ouvriers se sont unis massivement mais au sein de la corporation, est vouée inévitablement à l'échec.

C'est à ce besoin de l'extension, besoin ressenti de plus en plus clairement dans la classe ouvrière, que s'opposent les syndicats, dont le travail consiste à enfermer les luttes, à les isoler, les maintenir dans le cadre de la corporation pour les saboter et les dévoyer.

Les syndicats sont nos ennemis. Il faut étendre, élargir la lutte en ne comptant que sur nous-mêmes, par delà les catégories, les corporations, tous secteurs confondus. C'est la seule issue !

PPR

VERS DES AFFRONTEMENTS DE CLASSE GENERALISES

Effondrement des bourses et du dollar, perspective d'une nouvelle récession, aggravation des tensions militaires dans le golfe persique avec l'envoi d'une formidable armada par l'ensemble du bloc occidental : jour après jour se révèle de plus en plus crûment l'impasse mortelle dans laquelle est acculé le monde capitaliste. Pour la classe ouvrière, cette aggravation simultanée de la situation économique et des conflits guerriers évoque de terribles souvenirs : les années 30 avec la grande dépression qui a suivi le krach de 1929 et son issue fatale, la deuxième guerre mondiale. Partout dans le monde une question angoissante hante des millions d'ouvriers : allons-nous vers un troisième holocauste qui cette fois signifierait peut-être la destruction pure et simple de l'humanité ?

La réponse doit être claire : si la seule perspective que puisse offrir le capitalisme est celle d'une troisième guerre mondiale, cette issue, aujourd'hui, n'est pas fatale comme c'était le cas dans les années 30. Bien au contraire, depuis deux décennies déjà, la classe ouvrière mondiale a fait la preuve qu'elle pouvait offrir à l'humanité une toute autre perspective : non seulement empêcher le capitalisme de déchaîner une troisième boucherie généralisée mais aussi de renverser ce système barbare.

Un des moyens qu'utilise la bourgeoisie pour maintenir sa domination de classe consiste à faire en sorte que la classe ouvrière ne prenne pas conscience qu'elle est la seule force dans la société capable de s'opposer à la guerre. C'est ainsi que toutes les campagnes qu'elle développe à ce propos, quelle que soit leur tonalité, - "pacifiste" (il suffit que les grandes puissances fassent preuve de bonne volonté pour empêcher la guerre) ou "belliciste" (face aux menaces d'agression du bloc adverse, chaque Etat doit s'armer jusqu'aux dents)-, veulent nous faire croire que la seule façon d'éloigner la menace d'une 3ème guerre mondiale c'est de faire confiance à nos propres exploiters. C'est tout le contraire qui est vrai. Quelle que soit la "bonne volonté" des hommes politiques et des gouvernements, aujourd'hui, comme à la veille de la première guerre mondiale, comme dans les années 30, face à l'impasse économique, la bourgeoisie est prise dans un engrenage qui la pousse inexorablement vers l'affrontement impérialiste généralisé (1).

LE PROLETARIAT EST LA SEULE FORCE CAPABLE DE S'OPPOSER A LA GUERRE

Toute l'histoire du 20ème siècle est là pour confirmer que la seule force capable de faire obstacle à la guerre ne peut être que la classe dont les intérêts sont totalement irréconciliables avec ceux de la bourgeoisie : le prolétariat. Cela s'est particulièrement illustré de façon magistrale en 1917-18 lorsque la révolution russe, en s'étendant à l'Allemagne, a contraint la bourgeoisie de tous les Etats belligérants à mettre fin à la première guerre mondiale pour affronter un prolétariat qui, en s'insurgeant et sur le front et dans les villes de l'arrière, refusait de subir davantage toute la misère et les atrocités que lui imposait la guerre impérialiste (2).

Mais ce n'est pas seulement au cours de la guerre elle-même que la classe ouvrière a prouvé dans le passé sa capacité à s'opposer aux menées guerrières de la bourgeoisie. Dès le début du siècle, alors que l'exacerbation des tensions entre grandes puissances impérialistes dans les pays périphériques (comme au Maroc ou dans les Balkans) faisaient peser la menace d'une guerre généralisée entre ces grandes puissances, la classe ouvrière des pays centraux du capitalisme s'était massivement opposée à cette terrifiante perspective en manifestant derrière le drapeau et les mots d'ordre révolutionnaires de la 2ème Internationale (3). Et tant que le prolétariat refusait de suivre les aventures militaristes de la bourgeoisie, celle-ci ne pouvait déchaîner la guerre impérialiste généralisée. Ce n'est qu'avec le développement de la gangrène opportuniste dans la plupart des partis de la 2ème Internationale jusqu'à leur soumission finale à l'idéologie nationaliste les conduisant, en août 1914, à voter les crédits de guerre dans les principaux pays d'Europe occidentale que la bourgeoisie a pu avoir les mains libres pour entraîner des millions de prolétaires, la fleur au fusil, derrière les drapeaux de leurs propres exploiters.

Ainsi, sans défaite idéologique préalable du prolétariat, sans destruction de sa conscience de classe, sans son adhésion massive aux idéaux bourgeois, le capitalisme ne peut aller jusqu'au bout de sa logique barbare.

LES ANNEES 80 NE SONT PAS LES ANNEES 30

Cette nécessité pour la bourgeoisie d'embrigader le prolétariat comme condition indispensable au déclenchement de la guerre mondiale s'est confirmée de façon bien plus tragique encore dans la période qui a précédé la 2ème guerre mondiale.

L'histoire des années 30 fut, en effet, l'histoire de tous les moyens mis en oeuvre par la bourgeoisie pour soumettre la classe ouvrière à cette effroyable perspective.

C'est sur les décombres de la première vague révolutionnaire au cours de laquelle le prolétariat a connu une succession de défaites dans différents pays, après les gigantesques combats qu'il a menés de 1917 à 1923, que la bourgeoisie a pu lui imposer la plus profonde contre-révolution qu'il ait jamais subie.

D'abord en Allemagne, là où se jouait le sort de la révolution mondiale, la défaite sanglante du prolétariat a permis à la bourgeoisie d'instaurer un régime de terreur avec la montée victorieuse du nazisme. C'est le fusil dans le dos que les ouvriers de ce pays ont ainsi été acheminés, pieds et poings liés, à la boucherie mondiale.

Ensuite, dans les autres pays d'Europe occidentale, la mise en place d'un régime de front populaire (notamment en France et en Espagne), présenté comme une victoire ouvrière, est venue donner le coup de grâce au prolétariat international en détournant sa combativité, stimulée par l'aggravation de la crise économique, sur le terrain bourgeois de l'antifascisme (4). Ce sera au nom de la défense de la démocratie que les ouvriers de ces pays, abandonnant, sous l'égide des partis de gauche, leur propre terrain de classe, finiront par accepter les pires sacrifices, depuis la militarisation du travail dans les usines jusqu'au sacrifice de leur propre vie.

Cette terrible défaite idéologique du prolétariat mondial n'a pu être permise qu'avec la dégénérescence et la trahison des partis ouvriers passés avec armes et bagages dans le camp bourgeois (d'abord les PS, au moment et au lendemain de la première guerre mondiale, puis les PC, dans les années 30).

Et si ces partis traîtres ont pu ainsi constituer le meilleur atout de la bourgeoisie en jouant le rôle de sergents recruteurs pour la guerre impérialiste, c'est essentiellement parce qu'ils bénéficiaient encore à cette période de la confiance des masses ouvrières.

La situation que nous vivons aujourd'hui est radicalement différente de celle des années 30. Différente par le degré de combativité du prolétariat mais aussi, et surtout, par le degré de crédibilité des partis de gauche et de leurs courroies de transmission dans les rangs ouvriers, les syndicats. Il est clair aujourd'hui non seulement que toutes les mystifications véhiculées par ces partis - et qui ont permis l'embrigadement idéologique du prolétariat dans les années 30 (antifascisme, défense de la Russie "socialiste"...)- ont fait leur temps, mais qu'il est de plus en plus difficile pour ces partis de trouver de nouveaux thèmes de mystification du prolétariat. Et c'est là que réside l'essentiel de la différence entre ces deux périodes. Alors que dans les années 30, malgré la grande combativité qu'elle a manifesté dans certains pays, la classe ouvrière allait vers la soumission totale à l'idéologie bourgeoise inoculée par la gauche et les syndicats, elle tend aujourd'hui à se dégager de plus en plus de son emprise, à s'affirmer en tant que classe à travers le renforcement de ses luttes sur son propre terrain. Alors qu'en 36, après les grèves de mai-juin en France, les ouvriers adhéraient massivement à la CGT, les combats d'aujourd'hui se caractérisent par une tendance inverse : le rejet croissant des syndicats et partis de gauche depuis la reprise historique des combats de classe à la fin des années 60 (mai 68 en France, "automne chaud" italien en 69). Les expériences récentes de luttes massives, (mouvement en Belgique au printemps 86, grève à la SNCF en France, à British Telecom en Grande-Bretagne, grève des enseignants et des cheminots en Italie en , lutte massive des sidérurgistes de la Ruhr en Allemagne en 87...), le besoin d'unification qu'elles révèlent dans tous les pays, montrent ainsi clairement que le prolétariat, en développant aujourd'hui ses combats pour son unité et son autonomie de classe face aux manoeuvres de la gauche et des syndicats, poursuit sa marche vers une perspective diamétralement opposée à celle qui se présentait à lui de façon irréversible dans les années 30.

LA CRISE ACTUELLE ACCELERE LA PERSPECTIVE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

C'est pour cela que les ouvriers qui font le rapprochement entre la crise des années 30 et celle d'aujourd'hui ne doivent pas subir cette dernière comme une fatalité ne pouvant déboucher que sur une nouvelle guerre mondiale. Ils doivent prendre conscience que leurs combats constituent la seule force qui, dès à présent, empêche le capitalisme de précipiter toute la société dans un 3ème holocauste qui signifierait la destruction de la planète toute entière.

Si le capitalisme n'a pas encore déchaîné toute sa barbarie guerrière alors que le ressurgissement de la crise avait, dès la fin des années 60, remis cette perspective à l'ordre du jour, ce n'est certainement pas parce que la crise ne serait pas encore assez profonde (la bourgeoisie elle-même reconnaît que la situation économique présente est bien plus catastrophique que celle des années 30), ni parce que les armements ne seraient pas suffisamment développés (la puissance de feu qui existe aujourd'hui dans le monde -sans compter les armements conventionnels- est capable de détruire 10 fois la planète!)(5). Seuls les combats que mène la classe ouvrière depuis 20 ans dans tous les pays contre la dégradation inexorable de toutes ses conditions

d'existence constituent un réel obstacle au déclenchement d'une 3ème guerre mondiale. Aujourd'hui, non seulement le prolétariat n'est pas battu, soumis à la logique capitaliste comme dans les années 30, mais il s'est encore renforcé grâce aux multiples expériences de luttes qui, du fait du rythme lent de la crise qui mine le capitalisme depuis deux décennies (6), lui ont permis de déjouer progressivement toute une série de mystifications et de pièges tendus par l'ensemble des forces bourgeoises, en particulier la gauche et les syndicats.

Voilà pourquoi les ouvriers ne doivent ni céder au pessimisme, ni se laisser impressionner par l'aggravation de la crise et des conflits guerriers que celle-ci engendre. Bien au contraire. Parce que la crise révèle aujourd'hui au grand jour la faille totale du capitalisme, parce qu'elle met à nu toute la barbarie de ce système, la gravité de la situation présente doit encourager la classe ouvrière à développer massivement ses combats, à les unifier car elle seule est en mesure non seulement d'empêcher les tensions impérialistes de dégénérer vers une nouvelle guerre mondiale mais d'apporter un avenir à l'humanité.

Par son caractère généralisé, n'épargnant aucun secteur ni aucun pays, la crise crée aujourd'hui les conditions de l'unification du prolétariat mondial.

En ce sens, contrairement aux années 30 où la crise n'avait d'autre signification pour le prolétariat qu'une misère de plus en plus noire, une exploitation de plus en plus féroce et, au bout du compte, le gouffre de la boucherie impérialiste, aujourd'hui, les ouvriers ne doivent pas appréhender la crise actuelle comme une catastrophe.

Malgré la sueur et les larmes qu'elle promet aux prolétaires dans tous les pays, la classe ouvrière doit affronter l'avenir avec confiance. Elle ne doit pas voir dans l'aggravation présente de la crise que la misère intenable que celle-ci va lui infliger. Elle doit y voir aussi la condition du développement de son combat, de son affirmation comme classe révolutionnaire qui elle seule est en mesure, aujourd'hui, de faire obstacle à la guerre, demain, de renverser ce système moribond pour lui substituer une nouvelle société, sans crise, sans guerre et sans exploitation.

Avril.

NOTES

(1) Cf. RI n° 162 : "Le capitalisme décadent n'a qu'une seule réponse à sa crise : la guerre mondiale".

(2) Cf. articles sur la révolution russe parus dans les numéros de RI de l'année 87 (février, avril, mai, juillet, octobre, novembre.)

(3) Cette préoccupation et cette mobilisation du mouvement ouvrier face à la menace de guerre s'était notamment concrétisée dans les congrès de la 2ème Internationale où la question de la guerre fut au centre de l'ordre du jour du congrès de Stuttgart en 1917 qui adopta, sur proposition de sa Gauche, un amendement préconisant la transformation de la guerre impérialiste -au cas où elle aurait lieu- en guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie. De même, l'Internationale convoqua en 1912, à Bâle, un congrès extraordinaire sur la question de la guerre et dont la résolution finale reprenait cette même orientation.

(4) Cf. Revue Internationale n° 47 : "1936 : la Gauche mène le prolétariat à la boucherie impérialiste".

(5) Cf. RI n° 164 : "Le désarmement pour mieux préparer la guerre".

(6) Alors que dans les années 30, la brutalité du surgissement de la crise ouverte avec le krach de Wall Street en 1929 et surtout la capacité de la bourgeoisie à relancer momentanément l'économie (grâce au renforcement du capitalisme d'Etat avec, en particulier, le New Deal aux USA et l'économie d'armement en Allemagne) avaient participé à accentuer encore le désarroi de la classe ouvrière, en semant l'illusion d'une possibilité de sortir de la crise, il n'en est plus de même aujourd'hui. Du fait du rythme lent de la crise ouverte à la fin des années 60, si la bourgeoisie a pu pendant des années tenter de maintenir la même illusion en utilisant les mêmes palliatifs que ceux qui ont déjà servi dans les années 30, aujourd'hui, la faille totale de toutes ces "recettes" économiques se charge de balayer les dernières illusions sur une quelconque issue à la crise. Ainsi, le développement de la crise actuelle, contrairement à celle des années 30, constitue un facteur déterminant de la prise de conscience du prolétariat de l'impasse de ce système.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

R.F.A.

LA NECESSITE D'UNIFIER LES LUTTES SE HEURTE A L'OBSTACLE SYNDICAL

Quelques mois à peine après la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie..., la vague internationale de luttes ouvrières vient de déferler, tout au long du mois de décembre, sur l'Allemagne de l'Ouest, avec le surgissement de la plus importante mobilisation ouvrière qu'ait connue ce pays depuis les années 20. A la pointe de cet embrasement, la colère massive des ouvriers contre les plans de licenciements dans la sidérurgie, et en particulier contre la menace de fermeture d'une des usines du plus grand centre sidérurgique du monde, la ville de Duisburg, au cœur de l'immense concentration industrielle de la Ruhr.

La violence des attaques anti-ouvrières menées par la bourgeoisie allemande, dans la première puissance économique d'Europe, constitue une des toutes premières concrétisations de l'aggravation brutale de la crise mondiale à la suite du krach d'octobre 87 et ne fait que donner le ton de ce qui attend les ouvriers dans tous les pays. Que ce soit justement en Allemagne, longtemps présentée comme une "exception" à la crise et comme le pays du règne de la "paix sociale", que la classe ouvrière réponde aujourd'hui aussi massivement à la nouvelle accélération de la crise, vient non seulement balayer les restes d'illusions sur une possible "prosperité" capitaliste, mais confirme de manière éclatante la perspective d'une accélération très importante des combats ouvriers à l'échelle internationale dans les mois à venir.

Aujourd'hui le mouvement dans la sidérurgie est temporairement retombé, saboté par les manoeuvres des puissants syndicats allemands, et la bourgeoisie a pour le moment les mains libres pour mettre en application la charrette de licenciements annoncés fin novembre. Mais il a fait la preuve que les potentialités pour le développement de la riposte ouvrière en RFA, et par là pour le renforcement du combat international de la classe ouvrière, sont énormes, à condition que soient tirées les leçons de ce nouvel assaut d'ampleur, de ses forces comme de ses faiblesses et des obstacles qu'il a rencontrés.

Dès l'annonce de la fermeture de l'usine Krupp-Rheinhausen le 27 novembre c'est massivement que les ouvriers partent immédiatement en grève et c'est tout aussi immédiatement et massivement que se déclenchent des actions de solidarité de la part non seulement des ouvriers des autres usines du groupe, mais également d'autres compagnies sidérurgiques et plus encore dans toute une série d'autres secteurs de la classe ouvrière dans la région. A partir de cette date et durant les 10 premiers jours de décembre, il ne se passe pas un jour sans que ne se déroulent des manifestations massives entraînant avec les sidérurgistes, les mineurs, les postiers et les services publics, les employés municipaux..., où partout les ouvriers manifestent leur soutien à la lutte des sidérurgistes en même temps que leur colère contre les licenciements massifs qui tombent un peu partout. Dans la sidérurgie même, sortir de l'usine est le premier réflexe des ouvriers, cherchant à prendre contact avec les autres travailleurs, à les appeler à entrer en lutte. Les ouvriers menacés de licenciement se rendent massivement dans les différentes usines sidérurgiques de la région pour y tenir des meetings communs. Des délégations d'ouvriers d'autres secteurs y participent activement. (voir RI n°164).

Ainsi les forces essentielles de ce mouvement ont été :

- l'énorme combativité des ouvriers, traduisant la colère contre les attaques répétées du gouvernement et des patrons et contre les manoeuvres

mensongères avec lesquelles ils avaient déjà fait passer une série de licenciements au printemps dernier,

- le caractère massif de leur mobilisation,
- la volonté de mener la lutte ensemble, s'exprimant en particulier par la tendance à sortir des usines, à gagner la rue pour manifester ensemble et pour aller chercher la solidarité des autres travailleurs,
- la tendance immédiate à la solidarité active, dépassant immédiatement le strict cadre de l'entreprise et du secteur, traduisant la volonté de rompre avec le corporatisme, brisant la traditionnelle séparation entre secteur public et secteur privé.

Surtout cette dynamique a été clairement l'expression non seulement de la colère face aux licenciements à Rheinhausen, mais de la volonté qui règne dans l'ensemble de la classe ouvrière en Allemagne d'engager massivement la lutte contre les attaques qui s'accumulent dans tous les secteurs. En témoigne le fait que, simultanément à l'énorme mobilisation provoquée par les licenciements à Duisburg, toute une série de conflits se déroulaient dans d'autres secteurs et régions d'Allemagne : manifestations dans les mines de la Sarre suite à l'annonce de 30.000 licenciements dans ce secteur, chez les enseignants dans plusieurs villes du pays contre les suppressions de postes, dans le secteur de l'électronique là encore contre la menace de plusieurs milliers de suppressions d'emplois, agitations dans le secteur de l'imprimerie contre les nouvelles mesures d'austérité, grèves dans les grands magasins contre l'aggravation des horaires de travail, agitation contre les nouvelles attaques qui se préparent dans le puissant secteur d'exportation du Bade-Württemberg en particulier dans l'automobile.... Une simultanéité de conflits d'autant plus importante qu'elle se concrétise dans des régions industrielles extrêmement concentrées.

Ainsi ce que montrent les tendances exprimées dans le mouvement de décembre 87, c'est que c'est directement en se plaçant au niveau des questions centrales posées dans toutes les luttes ouvrières actuelles et en particulier la question vitale de l'unification des combats ouvriers, que la classe ouvrière allemande entre aujourd'hui dans la bataille.

LA NECESSITE DE CONFRONTER LES OBSTACLES DRESSES PAR LES SYNDICATS

Cependant, si tous ces éléments ont été présents dans le mouvement, comme autant de tendances à la recherche de l'unité dans la lutte, cette dynamique s'est très rapidement brisée sur les obstacles dressés par la bourgeoisie et en particulier par les syndicats. La relative inexpérience du prolétariat allemand, qui n'avait pas encore eu l'occasion de se frotter aux pièges que sont capables de tendre les syndicats pour briser un mouvement en en prenant la tête et en adoptant un ton "radical" s'est heurtée à la force de la bourgeoisie allemande, à la puissance et à la capacité d'adaptation de ses forces d'encadrement.

Ainsi alors que dans les premiers jours du mouvement, les syndicats sont contraints, vu la pression des ouvriers, de courir derrière la lutte et échouent à empêcher les ouvriers de sortir massivement des usines pour chercher la solidarité, au bout de quelques jours, on va les voir prendre beaucoup plus activement la tête du mouvement et se présenter comme les "champions de l'unité" en appelant à une journée d'action intersectorielle

dans toute la Ruhr et la Sarre.

Dans la pratique, cette soi-disant journée d'action unitaire du 10/12 va s'avérer exactement le contraire de ce qu'elle prétendait être : la tactique des syndicats va consister, alors qu'aucune manifestation n'est prévue, à épuiser la combativité et les énergies des ouvriers avec des actions "coups de poing" de blocage de toutes les voies de circulation, qui non seulement détournent vers des actions complètement inefficaces la volonté des ouvriers de sortir des usines et de briser l'isolement, mais qui œuvrent exactement au contraire de la réalisation de l'unité dans la lutte. Immobiliser les grévistes dans l'occupation des carrefours, les envoyer ainsi dans 36 endroits différents à distance respectable les uns des autres, bloquer les moyens de communication, c'est la meilleure manière d'empêcher les travailleurs de se rencontrer et de mener la lutte ensemble dans des actions et des assemblées communes. Alors que jamais depuis des décennies il n'y avait eu autant d'ouvriers en grève simultanément, jamais, malgré la proximité géographique, il n'avait régné une aussi terrible dispersion des forces et une telle absence de contacts entre les grévistes.

D'autre part, les syndicats vont faire en sorte que la dynamique dans laquelle étaient engagés les ouvriers, dynamique qui posait potentiellement la question -au-delà de la simple solidarité avec les ouvriers de Krupp- de l'unité des revendications des différents secteurs, soit brisée dans l'oeuf.

Ils reprenaient à leur compte l'idée de la "solidarité", à condition qu'elle reste au niveau du "soutien aux sidérurgistes de Krupp" et que les motifs de lutte des autres secteurs ne s'y mélangent pas. C'est ainsi que alors même qu'ils convoquaient un peu partout des "débrayages de solidarité avec Krupp", les syndicats introduisaient dans le même temps l'idée insidieuse que "soutenir ceux de Krupp" c'était en quelque sorte faire le sacrifice de ses propres revendications, ce qui n'est rien d'autre qu'une nouvelle manière de dresser les ouvriers les uns contre les autres et en particulier tous ceux qui ont le plus de raison d'être les plus déterminés dans la bataille. Ainsi, le jour même de la journée d'action du 10 décembre, le syndicat des mines mettait en garde les mineurs -qui sont confrontés aux mêmes attaques (menaces de licenciements, salaires)- contre la participation à la lutte dans la sidérurgie, prétextant qu'une "trop grande attention" au combat des sidérurgistes enlèverait du poids à celui des mineurs, risquerait de l'affaiblir ! 100.000 mineurs étaient en grève ce jour-là, mais n'ont eu absolument aucun contact avec les sidérurgistes !

C'est avec de telles considérations que les syndicats détruisent la seule arme qui peut donner aux ouvriers un rapport de forces favorable. Ainsi la lutte n'est plus posée en termes d'unité d'une classe soudée par les mêmes intérêts, mais en termes de mendier le "soutien" de toutes les bonnes volontés, ouvrant ainsi la porte à une situation où la lutte des ouvriers se trouve noyée dans une vague mobilisation des "citoyens" et où ce qui est mis en avant ce n'est plus la défense des intérêts de classe des ouvriers, mais celle de l'entreprise ou de l'économie de la région.

L'aboutissement logique de cette stratégie va voir son apothéose lorsque, après que toutes les manoeuvres visant à épuiser la combativité autour de la lutte de Rheinhausen ont commencé à porter leurs fruits, les syndicats organisaient une seconde "journée d'action" le 18/12 où tous les citoyens étaient convoqués à une "manifestation aux flambeaux" se terminant par une messe religieuse célébrée dans l'usine même !

(SUITE P.6)

BREVES

Au moment de "boucler" ce numéro de RI, nous parvenons de Suède et de Grande-Bretagne des informations confirmant qu'à l'heure actuelle en Europe, la lutte de classe ne connaît pas de répit.

Suède

Le 19 janvier, en Suède, à l'appel du syndicat des cadres et techniciens de l'industrie (SIF), 43000 travailleurs "cols blancs" de l'industrie sont partis en grève (ce qui représente 250000 pour un pays de la taille de la France). Ce n'est pas la première fois que ce pays est affecté par des mouvements sociaux massifs. Mais, jusqu'à présent, ces mouvements d'ampleur concernaient essentiellement le secteur public et les services, et non, comme aujourd'hui, le "fleuron" de l'économie suédoise : les industries exportatrices (ASEA, Ericsson, Alfa-Laval, SAAB, Electrolux, Tetra-Pak, SKF et surtout Volvo). Que ce soit le syndicat SIF (réputé comme étant le plus "modéré") qui appelle à la grève est significatif du profond mécontentement qui se développe dans la classe ouvrière en Suède face à la violence des attaques du patronat. Alors que celui-ci propose des augmentations de 0,9% pour les "cols blancs" et 0,7% pour les ouvriers, bien que l'inflation soit de 5%, il s'agit pour l'appareil syndical du capital de tenter de diviser la classe ouvrière en appelant à la grève les secteurs traditionnellement les moins combatifs en espérant que les autres secteurs se détourneront de la lutte,

qu'ils refuseront de suivre ceux qu'on présente comme des "privilegiés". Après un isolement et une défaite de ces secteurs moins expérimentés, il serait plus facile à la bourgeoisie d'affronter et de battre les bataillons ouvriers les plus aguerris.

Cependant, cette manoeuvre semble ne pas avoir réussi. Même si les secteurs ouvriers ne sont pas partis en lutte pour le moment, l'ambiance générale en leur sein est très favorable à la grève des "cols blancs" et le patronat a renoncé à décréter un lock-out bien que les grandes entreprises (en particulier Volvo-Göteborg qui compte 8000 travailleurs) soient complètement paralysées, notamment du fait de l'arrêt du travail des informaticiens. En effet, une telle mesure n'aurait pu qu'accroître la colère des ouvriers qui auraient été privés de leur salaire alors, qu'à l'heure actuelle, ils continuent d'être payés. D'autre part, face au sentiment de solidarité existant chez les ouvriers, au développement d'une volonté unitaire, le syndicat des ouvriers de la métallurgie a évoqué la création d'une "coordination" avec le syndicat des "cols blancs" : il s'agit pour les agents de la bourgeoisie en milieu ouvrier de prendre les devants avant que ne se développe une réelle unité de l'ensemble des secteurs de la classe ouvrière.

Grande-Bretagne

Le 16 janvier, une grève des infirmières éclate dans les hôpitaux de Manchester. Quelques jours plus tard, le mécontentement s'étend à la ca-

pitale : les infirmières de trois grands hôpitaux de Londres (Middlesex, Royal-Free et University-College) ont, à leur tour décidé une grève pour le 3 février malgré la prestation de serment qui les engage à ne jamais cesser volontairement le travail. A l'origine de ce mécontentement qui surprend et inquiète gouvernement et direction, ce sont comme partout, les bas salaires et les conditions de travail.

Cette colère et cette détermination du personnel hospitalier qui menace de s'étendre à toute la Grande-Bretagne (mouvement du personnel médical annoncé en Ecosse) tombe mal pour la bourgeoisie britannique. Le gouvernement est en effet contraint, comme partout en Europe occidentale, de diminuer drastiquement tous les crédits de santé. Les hôpitaux sont ainsi invités à "mieux utiliser l'argent dont ils disposent". Pour les travailleurs de ce secteur, cela signifie : baisse des salaires, licenciements, surexploitation.

Des projets, calqués notamment sur les mesures prises en France par la gauche quand elle était au gouvernement (tel le forfait hospitalier destiné à faire participer les malades aux frais d'hôtellerie) sont en cours d'élaboration.

Ainsi, avec la réduction des budgets de la santé en Grande-Bretagne comme dans tous les pays d'Europe occidentale, ce ne sont pas seulement les travailleurs de ce secteur qui sont aujourd'hui touchés, mais tous les ouvriers pour qui il sera de plus en plus difficile de se faire soigner.

M.F. 23/1/1988

PUBLICATIONS

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIV, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE
BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 90F ; ETRANGER : 90F ; PAR AVION : 150F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE
INTERNATIONALE :
FRANCE : 65F ; ETRANGER : 65F ; PAR AVION : 80F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 150F ; ETRANGER : 150F ; PAR AVION : 150F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

R.I., CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :
Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 110F ; à 5 : 160F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 70F ; à 3 : 100F
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
10F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
10F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE
10F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
10F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
10F + 3F
SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
10F + 3F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
10F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
12F + 3F pour frais d'envoi

Syndicats ... (SUITE DE LA P.3)

C'est à eux que les ouvriers sont depuis longtemps confrontés, quotidiennement et en permanence. Partout, sur le terrain des luttes la classe ouvrière trouve essentiellement face à elle les syndicats, quelle que soit la forme qu'ils prennent, d'autant plus que l'enfermement dans le cadre vicié du corporatisme s'oppose directement aux intérêts de la classe et que la question de l'unification des luttes est l'enjeu de la situation actuelle.

Malgré les efforts de la bourgeoisie qui s'inquiète de la désaffection croissante des ouvriers envers les syndicats, la classe ouvrière commence à percevoir le rôle des syndicats dans le maintien de l'ordre social. Mais elle doit aujourd'hui aller plus loin, alors même que s'accroissent les potentialités des luttes ouvrières d'échapper au contrôle syndical.

Non seulement les ouvriers doivent ne compter que sur leur seule force pour mener leur lutte et de façon vitale ne pas laisser cette tâche entre les mains des syndicats, mais ils doivent prendre conscience de la nécessité d'unifier les luttes, de dépasser les divisions corporatistes et sectorielles, seul moyen de faire reculer la bourgeoisie. Dans ce combat, ils seront amenés inévitablement à se confronter de plus en plus largement aux syndicats et à leurs pièges.

Y.D.

INTERVENTION REVOLUTIONNAIRE AU MEXIQUE

Au Mexique, la crise économique aiguë les antagonismes de classe. Après des luttes ouvrières particulièrement importantes l'année dernière, la bourgeoisie, confrontée à la crise mondiale et à la chute du prix du pétrole, multiplie les attaques contre ce qui était déjà un niveau de vie extrêmement bas. Au Mexique comme ailleurs, les syndicats, officiels ou d'opposition et la gauche politique du capital sont mis en première ligne face au mécontentement grandissant.

Voici un tract diffusé en décembre dernier au Mexique par le Grupo Comunista Internacionalista. (1) Il dénonce l'attaque, de droite ou de gauche, du gouvernement ou de l'opposition. Et il ouvre la seule perspective pour la classe ouvrière: la lutte sur son propre terrain de classe, celui de ses propres intérêts, inconciliables avec ceux de la bourgeoisie aux abois.

Le "pacte de solidarité économique" : une attaque contre la classe ouvrière

"La crise s'aggrave. Les attaques du capital contre les ouvriers se multiplient" (tract du GPI, 29 novembre 1987). Cette vérité se voit aujourd'hui confirmée avec la signature du "PACTE DE SOLIDARITE" entre le gouvernement, le patronat et ce que certains appellent "le secteur ouvrier" (lisez les syndicats). Les mesures contenues dans ce "pacte" sont une attaque frontale contre les conditions de vie et de travail du prolétariat: annonce d'une réduction de la dépense publique équivalente à 2% de la production nationale totale, ce qui veut dire réduction des dépenses pour la santé, l'éducation, etc., fermeture d'entreprises para-étatiques et de beaucoup d'autres qui se voient dévorées par la concurrence des produits étrangers du fait de la libéralisation du commerce; licenciements dans le secteur public ainsi que dans les secteurs qui voient leurs subventions réduites, comme c'est le cas pour les transports collectifs.

Les prix s'envolent avec des augmentations de plus de 80% pour les combustibles, l'essence, les fertilisants. La hausse dans les transports atteint 100%.

A côté de ces mesures, on annonce une "augmentation" des salaires de 15 %, autant dire rien, qui doit en outre être négociée entreprise par entreprise, ce mois-ci. Une autre "augmentation" pour le mois de janvier, qui n'est rien d'autre que ce qui est supposé chaque année "compenser" l'inflation et qui en réalité ne compense rien du tout... Bref, tout le brouhaha autour des "augmentations salariales" n'est qu'un mensonge de plus adressé aux travailleurs.

Mais ce n'est pas tout. Les syndicats s'engagent à "augmenter la productivité" et à faire accepter "plus de sacrifices".

Augmentations de prix de tous les côtés, rythmes de travail plus intenses, licenciements, chute vertigineuse du salaire... tel est le véritable contenu de cette nouvelle attaque globale de la bourgeoisie contre les travailleurs. Et ceci ne fait qu'annoncer la taille des attaques à venir.

Le mécontentement continue de se développer; toutes les forces du capital se préparent à encadrer la réponse du prolétariat.

LA GAUCHE, LES GAUCHISTES ET LES SYNDICATS SONT DES ARMES DE LA BOURGEOISIE CONTRE LE PROLETARIAT

Les syndicats du Congrès du Travail (liés au parti au gouvernement, NDLR) ont à nouveau montré

leur véritable nature anti-ouvrière, de plus en plus évidente, en donnant leur appui au "pacte" et en rovenant sur leurs "préparatifs à la grève générale". Les autres syndicats, en coeur avec les partis de gauche présentent cette attitude comme une "capitulation des leaders" se laissant ainsi une porte ouverte pour pouvoir demain agir ensemble avec le Congrès du Travail au nom de l'unité de la base.

Les syndicats du Congrès du Travail n'ont plus assez de crédibilité pour faire face de façon immédiate à la possible réponse de la classe ouvrière (ce qui ne les empêche pas pour autant d'agir contre elle). Maintenant c'est à la gauche du capital d'entrer dans l'arène et de remplir sa fonction anti-ouvrière: "Moratoire de la dette" (2), "Unité nationale", "Contre les diaboliques plans pro-impérialistes", etc. C'est la salive idéologique qu'ils crachent aux ouvriers pour les faire glisser vers un terrain complètement bourgeois.

Avec toutes leurs histoires de "laisser de côté les différences électorales", de "créer un front contre le pacte" et d'"impulser des journées de protestation" pour les prochains mois, la gauche du capital avec les syndicats dits "indépendants" (et avec aussi les plus "radicaux" comme le MPI), cherchent à empêcher que les travailleurs ne se lancent dans la lutte par eux mêmes. Ils veulent prendre les devants par rapport à la classe ouvrière, pour empêcher ou contrôler sa lutte, comme ils l'ont si souvent déjà fait.

LUTTER CONTRE LES ATTAQUES DU CAPITAL: C'EST LA SEULE ALTERNATIVE

Les luttes de cette année, dont les protagonistes furent les électriciens, les infirmières, les travailleurs de la distribution du gaz, les ouvriers de l'automobile (3), montrent que le chemin de la lutte est le seul possible pour affronter l'avalanche d'attaques que nous lance le capital.

Mais ces luttes nous montrent aussi que l'isolement, ainsi que le fait de laisser la lutte aux mains du syndicat, conduit à la défaite.

La perspective doit donc être d'étendre les luttes, de lutter comme une seule classe, en passant par-dessus les différences de métier, de secteur, de région. La rue, les manifestations, les meetings représentent un terrain favorable d'unification. En prenant la lutte dans nos mains à travers les assemblées générales, avec des comités de grève élus et révocables, nous réduirons la marge de manoeuvre des syndicats.

C'est contre toute la classe ouvrière que sont portées les attaques. C'est seulement en luttant unis que nous pourrions résister, en même temps que nous nous acheminons vers une perspective révolutionnaire: élargir et étendre notre lutte de classe, au niveau mondial, en créant une force capable de balayer pour toujours ce système d'exploitation.

21.12.87 Grupo Proletario Internacionalista

Notes.

(1) Le GPI est une jeune organisation qui vient de tenir son premier congrès à la fin de 1987. Il a déjà publié deux numéros de sa revue REVOLUCION MUNDIAL. A ce congrès, le GPI a adopté une plate-forme qui reprend l'essentiel des principes du CCI, tels qu'ils paraissent au dos des couvertures de nos publications.

(2) La dette du Mexique vis-à-vis de l'étranger est présentée par les syndicats comme la cause de tous les maux qui s'abattent sur la classe ouvrière; ils appellent les ouvriers à appuyer leur bourgeoisie au nom de l'"unité nationale" contre les banques étrangères.

(3) Voir "Luttes ouvrières au Mexique" extraits d'un communiqué du CCA (Collectif Communiste Alprbaum, qui publie Comunismo), dans Révolution Internationale n°157 de juin 1987.

Luttes en RFA (SUITE DE LA P.5)

A partir du 10/12 en effet, et grâce au bonnes oeuvres syndicales, le mouvement entre dans une phase de descente, au cours de laquelle, à travers le partage du travail entre syndicats et patronat, sera parachevée l'oeuvre de division et de démolition du mouvement. D'une part les patrons "ouvraient des négociations" sous-entendant qu'il y aurait peut-être "d'autres possibilités que la fermeture de l'usine" pendant que les syndicats suspendaient la 3ème semaine d'action annoncée sous prétexte que cela leur donnerait "des conditions plus favorables pour négocier" ! D'autre part, tandis que les patrons proposaient à certaines catégories d'ouvriers de Krupp des emplois dans d'autres usines de la région, les syndicats empêchaient les ouvriers de déjouer la manoeuvre de division en convoquant non plus une assemblée commune, comme celles qui avaient eu lieu au début du mouvement, mais à trois meetings différents selon les catégories. Quelques jours plus tard, les syndicats pouvaient inviter les curés à fêter en chœur leur victoire sur les ouvriers !

SOUSCRIPTIONS

-P.(Paris): 150 F, J.(Tlse): 50 F, D.(Rouen): 470 F
-TOULOUSE (RP du 18/12/87) :
Br.: 200 F, Jacky: 200 F, Chris.: 150 F,
Frçse: 100 F, J.L.: 100 F, Rob.: 50 f, Joel: 60 f,
Luc.: 100 F, Rach.: 150 F, Maya: 200 F, Fr.: 20 F
-TOURS (permanence du 23/12/87) :
Dede: 50 F, Mallers: 56 F, Pepe: 20 F, Adso: 5 F,
P.B.: 20 F
-PARIS (RP du 16/01/88)
Didier (T): 50 F, Mallers (T): 50 F
TOTAL pour 1987 : 12.793,50 F
TOTAL pour 1988 : 2.251,00 F

TIRER LES LECONS POUR ALLER PLUS LOIN

Les ouvriers ont certes perdu une bataille. Non d'ores et déjà ce mouvement a montré que règne aujourd'hui dans l'ensemble la classe ouvrière en RFA une combativité énorme et une détermination grandissante à mener la lutte massivement et ensemble. Celle-ci ne pourra qu'éclater bientôt de nouveau, compte tenu du fait que la bourgeoisie sera contrainte à court terme de lancer de nouvelles attaques massives contre la classe toute entière. La question qui va y être posée, en RFA comme ailleurs, c'est celle, en tirant les leçons de cette première bataille, de se donner les moyens de lutter comme une seule classe, c'est celle, au-delà de la solidarité et de la simultanéité des luttes, de l'unification de ces luttes, à travers l'unité des moyens d'actions autour des mêmes revendications communes. Dès lors, l'expérience qui vient d'être faite de la manière dont les syndicats sont capables de transformer la mobilisation massive de dizaines de milliers d'ouvriers en dispersion généralisée et le besoin croissant d'unifier leurs luttes, ne peut que contraindre les ouvriers à se confronter de plus en plus directement aux obstacles dressés par les syndicats, à les empêcher de reprendre le contrôle de la lutte, à ne compter que sur eux-mêmes pour réaliser cette unité.

L'entrée massive dans la lutte des bataillons décisifs du prolétariat allemand, le plus nombreux et le plus concentré d'Europe, celui qui a été aux avants postes de la vague révolutionnaire des années 20 mais qui avait été aussi celui qui a payé le plus cher la contre-révolution qui a suivi, est un témoignage éclatant de la force du prolétariat aujourd'hui. Elle constitue en elle-même un renforcement décisif de la lutte engagée internationalement par les ouvriers de tous les pays et un encouragement formidable pour tous les combats à venir.

PE

CHUTE DU DOLLAR, CRISE FINANCIERE, GUERRE COMMERCIALE LE CAPITALISME PLONGE DANS LA RECESSION A L'OUEST ...

Début 1985, en s'échangeant à 10.61F, le "billet vert" atteignait un cours record sur le marché des changes. Trois ans plus tard, il ne s'échange plus qu'aux environs de 5.50F représentant une chute de sa parité de près de 50% non seulement vis-à-vis du franc français, mais également et dans des proportions plus fortes encore, vis-à-vis du mark ou du yen... Après une très relative stabilisation du cours du dollar autour de 6F pendant les quelques mois qui ont suivi les "Accords du Louvre" entre les 7 principales puissances économiques occidentales et qui ne faisaient qu'entériner une situation de fait imposée par les USA, le dollar a donc continué à chuter de plus belle à la suite du krach boursier d'octobre. L'intervention de plus en plus massive et concertée des principales banques européennes et japonaises ne suffit donc pas à contrer la tendance actuelle à la baisse de la monnaie américaine, prouvant ainsi même l'ampleur des difficultés. Car si l'effondrement de la bourse, d'abord à New York, puis s'étendant rapidement à l'ensemble des principales places financières du monde, traduit quelque chose de fondamental, c'est bien le fait que les impressionnants déficits tant budgétaires que commerciaux des Etats Unis ne sont plus supportables par une économie mondiale qui n'a pourtant pu éviter le pire durant ces dernières années que grâce à ceux-ci, lesquels déficits ne font qu'exprimer crûment l'état de surproduction généralisée à l'échelle mondiale et l'absence de toute réelle possibilité de nouveaux débouchés.

LA BAISSSE DU DOLLAR, ARME D'UNE GUERRE ECONOMIQUE ACCRUE

C'est donc dans ce contexte d'approfondissement de la crise économique que s'accroît la baisse de la monnaie américaine, principale monnaie des échanges internationaux et moyen retenu immédiatement par la première puissance économique du monde pour tenter de résorber ses déficits en favorisant tant ses exportations que sa production. Et cela ne peut et ne pourra se faire qu'au détriment des autres puissances industrielles, de l'Europe au Japon, non sans asphyxier un peu plus les pays les plus pauvres qui croulent déjà sous le fardeau de leur dette. La fermeture grandissante, par le biais du niveau de change du dollar, d'un marché intérieur américain de près de 2700 milliards de dollars, croissant de plus de 23% durant la période 1980-1986, qui représente à lui seul la moitié du marché des sept principales nations industrialisées et qui absorbe encore les deux cinquièmes des exportations japonaises et un

tiers des exportations des huit principaux pays sous-développés ne sera pas sans conséquences pour l'économie mondiale. Cela est d'autant plus vrai qu'à cette situation va venir s'ajouter une contraction importante de ce même marché et donc de la demande de par le fait tant de la réduction même minime à l'échelle des déficits américains de son déficit budgétaire de 76 milliards de dollars sur 2 ans que par l'appauvrissement des administrations, des entreprises et des ménages induit par l'effondrement de la bourse en octobre. Si la baisse du dollar va signifier une agressivité commerciale redoublée sur les marchés mondiaux, en particulier en Europe et en Asie du Sud-Est, la disparition pure et simple de milliards de dollars due au krach d'octobre ne peut en outre qu'accroître l'entrée de l'économie mondiale dans une récession mondiale majeure à côté de laquelle celle de 81-82 risque d'apparaître relativement mineure en dépit de l'envolée du chômage qu'elle avait provoquée à l'époque.

Et ce ne seront pas des palliatifs tels que de prétendues "relances" en Allemagne et au Japon qui pourront contrecarrer la tendance: tout d'abord parce que ces pays ne pourraient à eux seuls réussir là où les Etats-Unis, avec le monopole du dollar, ont échoué malgré les déficits accumulés.

LE PIRE EST ENCORE DEVANT NOUS

Avant même que les effets du krach boursier ne se fassent pleinement sentir, nombre de constats illustrent déjà les tendances profondes de l'économie mondiale, tendances qui ne pourront que s'exacerber de manière dramatique et vont influencer directement sur le sort de millions de prolétaires au cœur même du capitalisme mondial. Pour la banque Morgan, puissante et célèbre banque d'affaire américaine, "la récession à venir sera trois à quatre fois plus destructrice que la récession de 81-82", pas moins...

C'est ainsi que les derniers mois de l'année 87 ont vu les exportations de l'Allemagne fédérale ou du Japon, handicapées par des devises fortement réévaluées, baisser de l'ordre de 2% malgré tous les efforts consentis sur le plan des marges bénéficiaires pour tenter de conserver leurs parts de marché. En Allemagne, les usines Porsche qui exportaient 60% de leur production vers les Etats Unis, se voient contraintes aujourd'hui de réduire purement et simplement leur production de 66% (6100 ouvriers ont été mis au chômage technique). Le Japon, hier présenté comme le champion de la réussite, envisage de réduire de près de 30% les capacités de

production de ses chantiers navals qui représentent actuellement 50% des capacités de production mondiale dans un domaine particulièrement sensible ... à la baisse du commerce mondial ! Les commandes enregistrées par le Japon dans ce domaine ont en effet atteint leur niveau le plus bas depuis 20 ans. Le solde industriel de la France qui accuse un déficit de 11.5 milliards de francs pour l'année 87 contre un excédent de 31.8 milliards en 86 montre bien également au bord de quel gouffre se trouve déjà son économie alors que les milieux patronaux commencent à crier gare devant le non renouvellement des carnets de commande constaté depuis plusieurs mois.

Nombre de secteurs industriels sont menacés par la chute continue du dollar: c'est le cas par exemple de la chimie européenne, dont les prix de nombreux produits sont déjà supérieurs de 30% aux prix américains.

C'est le cas également de l'aéronautique. Pour une société comme l'Aérospatiale, qui réalise plus de 60% de son chiffre d'affaire à l'exportation, toute baisse de 10 centimes du billet vert entraîne un manque à gagner de près de 50 millions de francs. Pour la SNECMA, motoriste français qui réalise 80% de ses recettes à l'exportation, toute baisse de 1 franc du dollar lui fait perdre 650 millions de francs en un an. Et les exemples strictement "français" ne manquent pas: Dassault, la construction automobile, ... Ils sont à l'image de centaines d'autres exemples européens.

Durant la période de la "reprise américaine" qui, jusqu'en 86, n'avait pu être entretenue qu'au prix de déficits impressionnants et devenus dorénavant intenable même pour la première puissance économique du monde, c'est à un accroissement dramatique du chômage que l'Europe a été confrontée et ce malgré la bouffée d'oxygène venue d'outre-Atlantique. Aujourd'hui, face à un durcissement sans merci de la guerre commerciale, c'est à un accroissement sans précédent de la misère que va se trouver confrontée l'ensemble de la classe ouvrière dans tous les pays, notamment ceux d'Europe occidentale.

Si de toute évidence, le pire est encore devant nous, il est aussi et surtout riche de promesses pour le développement des combats du prolétariat mondial, en particulier de ses secteurs les plus déterminants de par leur concentration et leur expérience, le prolétariat des pays centraux du capitalisme.

BERTON.
23.1.88

... COMME A L'EST

La récession mondiale dans laquelle plongent aujourd'hui les pays les mieux lotis sur le plan économique, ceux du bloc de l'Ouest, va avoir des conséquences encore plus dramatiques sur l'économie des pays de l'Est et partant pour les conditions de vie des ouvriers.

Du fait de l'archaïsme de l'appareil productif de ces pays, de leur incapacité à pouvoir concurrencer le bloc US sur un marché mondial de plus en plus saturé, les pays de l'Est ont toujours été contraints de compenser sur le plan de la concurrence militaire leur absence de compétitivité commerciale. Aujourd'hui, avec l'accélération brutale de la crise, cette orientation vers l'économie d'armement ne peut être que renforcée (et ce, malgré toutes les tentatives de rationaliser au maximum la production d'engins de guerre) et venir grever encore l'économie de ces pays.

Aussi la bourgeoisie de ces pays est-elle plongée brusquement dans une contradiction insurmontable.

LES "REFORMES" A L'EST : REACTION DE LA BOURGEOISIE A LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

Comme à l'Ouest, la bourgeoisie réagit à la catastrophe économique dont nous ne sommes qu'aux débuts. Comme à l'Ouest, elle se prépare à imposer à la classe ouvrière des conditions de survie encore plus intolérables. Plus que jamais, il devient évident que c'est bien les répercussions d'une même crise qui l'obligent à jeter une partie de plus en plus grande de prolétaires dans la misère, en pressurant à mort ceux qu'elle continue à employer.

Les réformes de la "Perestroïka", comme le "Glasnost" répondent essentiellement à la nécessité pour le capitalisme à l'Est de tenter de rationaliser son économie face à la concurrence internationale exacerbée par l'aggravation de la crise. Ce qui implique, bien sûr une oppression plus grande pour les ouvriers. C'est en termes délicats que les ultimes défenseurs du "socialisme" à l'Est nous peignent la réalité du bloc de l'Est,

-que ce soit en Hongrie où le journal l'Humanité titre: "des milliers de Hongrois devront bientôt changer de profession" du style "engagez-vous, rengagez-vous, vous verrez du pays", pour décrire le déplacement de 150 000 ouvriers par an d'une usine à une autre, d'une région à une autre, tandis que, pour la première fois depuis le début des années 60, les magasins se vident en Hongrie, "vitrine du socialisme";

-que ce soit en Pologne où ils s'extasient sur "l'étalement" des hausses de prix (environ 110% pour les produits alimentaires, entre 140 et 200% pour l'énergie;

-que ce soit en Bulgarie ou "avec les travailleurs, sinon rien", le gouvernement a entrepris comme dans tous les autres pays de l'Est d'accroître le stakhanovisme, le salaire au rendement "les salaires dépendront davantage des résultats obtenus par les équipes de travailleurs...ils pourront augmenter théoriquement sans limite..."

Partout, et jusqu'en URSS, la pénurie est de plus en plus totale, la pression sur les ouvriers plus forte, et, bien que le chômage n'y sévise pas ouvertement, il y a de plus en plus de gens qui sont de plus en plus longtemps en attente d'un emploi ou qui croupissent avec un emploi bidon et un salaire équivalent à de maigres allocations chômage.

UNE MEME LUTTE A L'EST ET A L'OUEST

Il n'y a guère encore que nos stalinien occidentaux, voire nos gauchistes, tous attachés au "socialisme des pays de l'Est" pour songer à cacher et à nier que, dans les pays de l'Est comme en occident, les ouvriers luttent, s'opposent activement à la dégradation impitoyable de toutes leurs conditions de vie, à une misère qui n'épargne aucun secteur du prolétariat dans le monde.

Malgré d'extrêmes difficultés, la classe ouvrière à l'Est résiste à cette accumulation d'attaques. En témoigne la dernière flambée de colère en Roumanie.

Dans un pays où les gens connaissent de terribles pénuries de chauffage, d'électricité, et passent des heures d'attente à chaque arrivage de rares denrées, à Brasov des ouvriers, qui ne touchent plus qu'une partie de leur salaire depuis 10 mois et le voient supprimé au mois d'octobre, partent en grève le 15 novembre et vont crier "nous voulons du pain" devant le siège du parti et l'Hotel de ville. Une délégation rentre, dont un des membres ressort en sang, et c'est l'émeute: la foule dévaste tout balayant les bureaux de vote, les machines à écrire, les papiers, les feuilles d'impôts, les gens descendent dans la rue, dans la ville entière. Les blindés interviennent, les mitrailleuses, les flics déguisés en ouvriers se fauillent dans les locaux "publics". Le soir même "ceux qui ont été arrêtés pendant les échauffourées de l'après midi sont transférés à Bucarest, sans que l'on sache encore aujourd'hui ni leur nombre exact, ni les sanctions qui leur ont été infligées. D'autres enfin, soixante quatre très exactement, seront jugés et condamnés à Brasov à des peines allant jusqu'à trois ans de prison avec sur-

sis. Mais on leur infligera aussi une amende allant de 20 à 60% de leur salaire, avec interdiction formelle de quitter la ville" ("L'Evenement du jeudi" du 14 janvier 88).

Même si la classe ouvrière en Roumanie n'est ni la plus nombreuse, ni la plus puissante, dans les pays de l'Est, cette explosion ne peut rester isolée. Si les Etats de l'Est attaquent avec une relative prudence encore les bastions les plus concentrés du prolétariat de ces pays, en particulier ceux d'Allemagne de l'Est et de Tchécoslovaquie, ils seront contraints de le faire d'autant plus frontalement à court terme sous le poids de l'aggravation de la crise. En URSS, déjà, alors que les précédentes vagues de grèves avaient touché la périphérie (Sibérie, Volga, Ukraine) on a vu des grèves dans la banlieue de Moscou: conducteurs de bus en septembre, construction de bus en octobre.

De part et d'autre du rideau de fer, plus rien ne peut aujourd'hui dissimuler la faillite de l'économie capitaliste. D'un côté comme de l'autre, la riposte ouvrière face aux attaques redoublées ne peut qu'apparaître de plus en plus comme étant la même lutte contre le même ennemi: l'Etat capitaliste qu'il soit "démocratique" ou "totalitaire".

DM

Golfe persique (SUITE DE LA P.8)

tion ou même d'indifférence, au sein de la classe ouvrière, d'une part vis-à-vis de la barbarie qui se déchaîne aujourd'hui, d'autre part et surtout, vis-à-vis du danger d'aggravation des tensions guerrières que contient déjà la situation actuelle.

Mais aussi, à travers cette stratégie, son intention est de masquer le fait que la guerre est inhérente au système capitaliste décadent, qu'elle fait non seulement partie intégrante de sa crise mais qu'elle en est même son aboutissement final si la classe ouvrière laisse les mains libres à la bourgeoisie. Si la bourgeoisie est obligée de faire tout cela, aujourd'hui, c'est parce qu'elle est confrontée à une classe ouvrière qui est loin de baisser les bras face aux conséquences de la crise, que la guerre peut et doit devenir de plus en plus un levier puissant pour le renforcement des luttes ouvrières de résistance à la misère.

Mais si la bourgeoisie atteint son but, si elle parvient à endormir les ouvriers par rapport à cette question, il y a un danger réel pour la capacité de la classe ouvrière de faire obstacle aux visées de la bourgeoisie, et un danger encore plus important pour l'avenir de l'humanité.

Tel est l'enjeu de la situation actuelle.

J.E.

GOLFE PERSIQUE - AFGHANISTAN LE CAPITALISME AUJOURD'HUI, C'EST TOUJOURS PLUS DE GUERRE

A en croire les informations fournies par la bourgeoisie, à travers ses médias, il ne se passe plus grand chose dans le Golfe persique, hormis quelques pétroliers attaqués de temps en temps par des iraniens fanatisés et la guerre Irak-Iran qui suit son cours. Si seulement Khomeiny et les siens étaient plus raisonnables !

En Afghanistan aussi, rien de nouveau, ni d'extraordinaire. Il y a bien eu des combats ces derniers temps autour de Khost mais rien qui mérite d'occuper trop longtemps les temps d'antenne ou trop longuement les colonnes des journaux.

Par contre, il semblerait qu'une intense activité diplomatique se déploie aujourd'hui pour tenter de ramener à la raison les dirigeants iraniens et que, d'un autre côté, tout le monde veut régler la question afghane jusqu'aux dirigeants soviétiques qui aimeraient, comme l'a dit Chevornadzé (ministre des affaires étrangères) que "88 soit la dernière année de présence des troupes soviétiques". Et comme ils sont tous bourrés de bonnes intentions, ils ont eu la bonté de nous gratifier d'un accord de "désarmement" "historique" dont on parle encore dans toutes les chaumières.

Donc, à en croire les journalistes et les politiciens bourgeois, de gauche comme de droite, le monde serait en train de revenir à une période de "détente" et, voire, s'acheminerait vers une situation de "paix".

LA CLASSE OUVRIERE NE DOIT PAS SE LAISSER MANIPULER PAR TOUTES CES INFORMATIONS MENSONGERES.

La réalité est en effet toute autre, elle en est même diamétralement opposée. Ce n'est pas un retour au calme et à la paix auquel on assiste aujourd'hui mais bien plutôt à son contraire. La bourgeoisie mondiale peut nous faire le cinéma de la "réconciliation", de la "sagesse", le fait est que depuis l'été 1987 nous assistons à une aggravation des tensions guerrières. La manipulation des informations ne peut masquer le fait qu'aujourd'hui ce sont les armées des grandes puissances, et même les têtes de bloc, qui interviennent directement et cela dans des zones de plus en plus proches (les USA dans le Golfe persique et l'URSS en Afghanistan) faisant planer de plus en plus lourdement sur le monde le danger de conflits meurtriers de plus grande ampleur.

Aujourd'hui, même dans le Golfe persique, la bourgeoisie essaie par tous les moyens d'étouffer le bruit des canons tandis que l'armée occidentale se fait de plus en plus présente, de plus en plus active, que des bombardements de plus en plus sanglants se poursuivent entre l'Irak et l'Iran et que les pays de la région s'organisent et s'arment sous la houlette du grand patron américain. Récemment encore, Mubarak est allé à Ryad confirmer son soutien aux Etats du Golfe par l'envoi, pour l'instant, de 10 000 soldats égyptiens, de nombreux conseillers militaires et des tonnes d'armes et il y a rencontré le secrétaire d'Etat US à la défense, Carlucci, qui était là pour superviser toutes les opérations.

Le Golfe persique est aujourd'hui plus que jamais une poudrière. L'investissement massif, en hommes et en matériel, de tout le bloc US d'un côté et le fanatisme meurtrier des dirigeants de Téhéran qui utilisent la population iranienne, par la force, comme chair à canon, de l'autre, ne peuvent aboutir à terme qu'à encore plus de barbarie si l'Iran ne cède pas.

Et l'enjeu n'est pas, comme on veut le faire croire, de ramener Khomeiny et ses sbires à des sentiments plus pacifiques, il est de les faire plier afin qu'ils réintègrent leur pays au bloc même si cela coûte quelques centaines de milliers de morts de plus. Il n'est pas de faire du Moyen-Orient un havre de paix, il est d'en faire une puissante

place forte face au bloc russe.

Quant à Gorbatchev avec ses airs de "brave homme" raisonnable, ses discours et ses intentions "pacifistes" sont tout aussi hypocrites et dégueulasses. L'intervention massive et sanglante de ses armées en Afghanistan le prouvent tous les jours. Il y a encore peu de temps, ce sont plus de 40 000 hommes suréquipés qu'il a engagés dans la bataille de Khost. Là également, c'est la pire barbarie qui se déchaîne pour permettre au bloc russe d'asseoir son empire sur cette région et de se rapprocher des mers chaudes pour mieux riposter à la pression du bloc ennemi.

Ce qui se passe aujourd'hui dans le Golfe et en Afghanistan montre que pour le monde la perspective est à une aggravation de plus en plus dangereuse des tensions guerrières entre les deux grands blocs impérialistes :

- parce que le bloc US est en train d'accentuer sa pression contre le bloc russe; c'est le sens de sa politique actuelle de renforcement de l'aide militaire aux "rebelle" afghans qui n'a rien d'humanitaire mais qui vise, dans un premier temps du moins, à accentuer l'embourbement des troupes russes en Afghanistan et, partant, les difficultés du bloc de l'Est ;

- parce que le bloc russe a de moins en moins le choix et, pour ne pas être acculé à une position de plus en plus défensive sous peine d'être, à terme, enfermé dans son propre glaciais, il ne peut que riposter à un niveau supérieur.

Plus que jamais les deux grands blocs impérialistes issus de la dernière guerre mondiale se retrouvent face à face. Aussi, aujourd'hui, faire croire à une possibilité de paix est un mensonge criminel.

C'est ce que fait actuellement le PCF à travers sa campagne sur la "paix" et le "désarmement" où il ne fait en fait que contenir les intérêts impérialistes de l'Est.

C'est ce que font tous les "humanistes" "socialisants", à la Kouchner, quand ils pleurnichent sur le sort des afghans et font appel aux bons sentiments de Gorbatchev alors qu'ils ne font que participer à une campagne idéologique contre le bloc russe.

C'est ce qu'ont fait les deux grands avec leur fameux accord sur le "désarmement" qui n'est qu'un odieux mensonge visant à masquer toute une réorganisation et une modernisation des arsenaux militaires au sein des deux blocs (cf. article dans R.I. N° 164).

LA CLASSE OUVRIERE NE DOIT PAS SE LAISSER ENDORMIR

Le silence et le mensonge sur tout ce qui concerne la guerre est une stratégie essentielle de la bourgeoisie mondiale aujourd'hui. Son but est d'abord d'entretenir une atmosphère de sous-estima-

(SUITE P.7)

Cisjordanie - Gaza DES EMEUTES CONTRE L'INSOUTENABLE

"Quand on se met à tirer à balles réelles sur des jeunes gens et des mères de famille, c'est qu'on a un problème et pas seulement un problème de relations publiques" (déclaration d'un sénateur américain).

En effet, problème il y a et pas seulement pour l'Etat israélien mais pour toute la bourgeoisie du bloc occidental - y compris la bourgeoisie palestinienne - face à la situation d'émeute permanente qui s'est développée depuis le 9 décembre dernier en Cisjordanie et à Gaza.

A LA GUERRE ET A LA MISERE S'AJOUTE AUJOURD'HUI LA REPRESSION

Sur fond de massacres quotidiens, de tensions guerrières incessantes et toujours plus fortes dans cette région du monde (cf. article sur la guerre au Moyen-Orient dans ce numéro), ces émeutes sont venues signifier à toutes les fractions bourgeoises que la "chair à canon" n'en peut plus. Elle refuse les conditions d'existence de plus en plus atroces qui lui sont imposées dans les camps-bidonvilles où s'entassent des centaines de milliers de personnes.. Elle refuse de subir davantage l'exploitation forcée, la misère et la famine.

Même ce "brave" Shamir reconnaît que les palestiniens vivent "depuis 40 ans dans des conditions terribles". Cela ne l'a pas empêché d'apporter comme seule réponse à la misère de ces populations, les balles réelles, la répression et la prison : plus d'une trentaine de morts en deux mois, des centaines de blessés, d'ailleurs arrêtés et brutalisés dans les hôpitaux mêmes (85% de ces émeutiers ne sont que des enfants, âgés de 14 à 17 ans).

Malgré cette répression sauvage, la situation ne s'est pas calmée et cela a suffisamment inquiété la bourgeoisie pour qu'elle se mobilise afin de ramener l'ordre dans cette région.

Tel est le sens de tous les "conseils" qui sont parvenus aux dirigeants israéliens, et particulièrement celui du délégué US à l'ONU qui déclarait, après avoir voté une "sévère" résolution contre l'Etat hébreu : "des mesures aussi agressives sont non seulement inutiles mais également contraires à la recherche d'une atmosphère devant conduire à la réconciliation et à la négociation".

Le message est clair : aux israéliens, les Etats occidentaux demandent de résoudre ce problème rapidement et intelligemment... tout en leur conseillant de mettre sur pied une force anti-émeutes adaptée, sur le modèle de celles qui existent déjà ailleurs (en Europe occidentale, par exemple). En un mot : laissez-nous faire la guerre en paix !

Même la bourgeoisie palestinienne, avec l'OLP à sa tête, a offert ses bons offices pour régler la question. Sur le terrain, elle a multiplié les appels au calme tout en faisant une proposition de "désobéissance civile non violente" avec boycott des tabacs israéliens.

Pendant ce temps, Arafat se démenait et se lançait dans la mise en place d'un gouvernement provisoire avec une nouvelle plate-forme politique destinée à amener les USA et Israël "à négocier directement avec l'OLP". Et pour rassurer tout le monde, il a même déclaré : "si les israéliens sont inquiets de la création d'un nouveau petit Etat, j'accepte au nom de mon peuple la présence des forces des Nations Unies".

La bourgeoisie palestinienne montre ainsi aux occidentaux sa capacité à récupérer et à encadrer de tels mouvements sociaux. La révolte des populations de Cisjordanie et de Gaza est aujourd'hui coincée entre le bâton israélien et sa récupération par l'OLP.

Et si ces réactions locales sont, hélas, loin de pouvoir remettre en cause l'ordre capitaliste dans cette région, et encore moins l'accélération des conflits guerriers qui se développent dans le Golfe et ailleurs, elles n'en sont pas moins l'expression du refus grandissant des exploités de servir de chair à canon et de faire les frais de la spirale guerre-austérité que la bourgeoisie internationale cherche toujours plus à leur imposer.

Ces émeutes du désespoir, hélas, ne suffisent pas à freiner une telle barbarie. Il est clair que la clef de la situation au Moyen-Orient comme partout ailleurs se trouve entre les mains du prolétariat mondial et en particulier celui d'Europe occidentale qui a la force et la capacité, par le développement de ses luttes, de s'opposer à la misère et la barbarie capitalistes.

S.J.

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

• Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

• La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

• La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

• Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

• Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

• A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

• Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

• Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

• Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

• Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

• L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

• L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.